

La Turquie est la plus grande prison de journalistes au monde

Le SNJ-CGT condamne avec la plus grande vigueur le scandaleux verdict qui vient d'être rendu par la justice turque lors du procès Ergenekon où 21 journalistes ont été condamnés à des peines allant de la perpétuité à 6 années d'emprisonnement.

Ce procès « politique » est un véritable coup de poignard contre la démocratie qui vise à contrer la liberté d'expression en interdisant aux journalistes de porter des appréciations critiques de la politique du gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et de son parti l'AKP.

Les journalistes impliqués dans le réseau Ergenekon sont accusés d'avoir tenté de renverser le régime de M. Erdogan, en alimentant des opérations de propagande avec les autres inculpés qui sont au total au nombre de 275. Sept d'entre eux ont déjà purgé en détention préventive plus de 5 ans de détention à Silivri la plus grande prison d'Europe.

Face à cette situation gravissime pour le droit d'expression, le SNJ-CGT appelle l'ensemble des syndicats de la profession, les journalistes à dénoncer un gouvernement qui foule au pied sans vergogne le droit des journalistes à faire leur métier sans être arrêtés, poursuivis, condamnés et incarcérés.

La solidarité doit s'exprimer plus que jamais en direction de nos collègues turcs.

Le SNJ-CGT va s'adresser au gouvernement français pour qu'il condamne la parodie de justice à laquelle nous avons assisté lors du procès de Silivri, qui s'est tenu dans l'enceinte d'une prison à l'ouest d'Istanbul où les familles des prévenus étaient interdites d'accès.

Avec la FIJ et la FEJ, le SNJ-CGT appelle à poursuivre la lutte pour faire libérer les 63 journalistes actuellement détenus en Turquie, ce qui fait ce de pays la plus grande prison de journalistes au monde.

Il faut que cesse ces attaques et ces procès téléguidés par le pouvoir en butte aux critiques d'un grand nombre de ses citoyens comme on l'a vu au début de l'été lors des manifestations montres et de la sauvage répression qui a suivi Place Taksim à Istanbul.

Avec le président de la FIJ Jim Boumelha, nous condamnons comme « inacceptables » ces » lourdes peines de prison contre des journalistes qui ont déjà passé plusieurs années en détention provisoire de façon arbitraire ».

Montreuil le 8 août 2013